



L'enfer est un endroit où le cuisinier serait anglais, le policier allemand, le garagiste arabe et l'amant suisse

semaine 14 - 2019
Du 1^{er} au 7 avril

*Lorsqu'ils détruisent, ce n'est ni
Macron ni Edouard Philippe qui
paient. C'est le peuple*
André Comte-Sponville,
philosophe

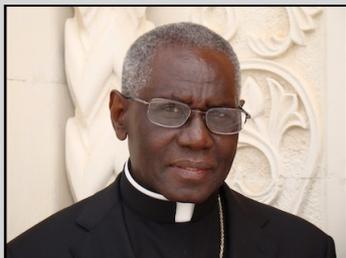
*L'extrême droite, je l'affirme, un jour
arrivera au pouvoir*
François Hollande

*Je suis une femme et qui plus est une
black. Même ici, à l'Elysée, on essaie
parfois de me faire comprendre que je
ne suis pas à ma place*
**Sibeth Ndiaye, porte-parole du
gouvernement**

*On voit plus Emmanuel Macron à la
télévision française que Kim Jong-un à
la télévision nord-coréenne*
François Asselineau



Un cardinal africain pour le dire



L'ouvrage du cardinal guinéen Robert Sarah, *Le soir approche et déjà le jour baisse* (Fayard) tranche avec les prises de position du pape François en matière d'immigration. Il écrit : « *Sous peu, nous savons qu'il y aura en Europe un déséquilibre d'une rare dangerosité sur les plans démographique, culturel et religieux. Sa maison se remplit d'étrangers parce qu'elle est vide. Elle est débarrassée de ses trésors historiques et chrétiens.* »

Et de poursuivre : « *Face au danger de l'islamisme radical, (l'Europe) devrait savoir énoncer fermement à quelles conditions on peut partager sa vie et sa civilisation. Mais elle doute d'elle-même et a honte de son identité chrétienne. C'est ainsi qu'elle finit par attirer le mépris.* »

(...) *Quelles sont ces étranges organisations humanitaires qui sillonnent l'Afrique pour pousser de jeunes hommes à la fuite en leur promettant des vies meilleures en Europe ? Pourquoi la mort, l'esclavage et l'exploitation sont-ils si souvent la véritable issue des voyages de mes frères africains vers un eldorado rêvé ? Je suis révolté par ces histoires.* »

(...) *Le déracinement culturel et religieux des Africains projetés dans des pays occidentaux qui traversent eux-mêmes une crise sans précédent est un terreau mortifère. La seule solution durable passe par le développement économique de l'Afrique.* »



Vingtième journée de mobilisation des Gilets jaunes, samedi 30 mars. Selon le ministère de l'Intérieur ils étaient 33 700 dans toute la France à défilé dont 4000 à Paris. Au total, les forces de l'ordre ont procédé à 103 interpellations, donnant lieu à 56 gardes à vue. Mais aucun incident sérieux n'a été signalé.

Le pape François, en visite au Maroc, a une nouvelle fois renouvelé son soutien aux migrants. Ils sont nombreux, Africains, en transit au Maroc pour l'Europe. Il leur a parlé. Un discours en forme d'encouragement à une « *immigration sûre, ordonnée et régulière* », dans l'esprit du « *pacte de Marrakech* » de l'Onu, signé le 10 décembre dernier au Maroc.

Invité à la radio, au Grand jury RTL-LCI-Le Figaro, le sénateur Bruno Retailleau estime qu'il y a « *trop d'impôts, trop de normes, beaucoup trop de contraintes et de bureaucratie* ». « *L'économie française ne produit pas suffisamment de richesses pour élever le niveau de vie des Français* ». Il a par ailleurs critiqué le Grand débat macronien dont seul « *1% des Français inscrits sur les listes électorales ont participé aux débats* ».

Les Parisiens sont partagés à propos de leur maire (PS) Anne Hidalgo, un sur deux ayant un jugement négatif sur son action, mais devance dans quatre cas sur six ses concurrents dans la course aux municipales de Paris, selon un sondage Elabe pour *Le Figaro*. En deuxième position, la candidate du groupe Les Républicains, Rachida Dati, jouit d'une très forte notoriété (94 %) et serait un bon maire, selon 34 % des sondés.

L'étirement du grand débat national provoque l'irritation croissante de l'opposition, qui n'hésite plus à le boycotter et attend désormais des actes. Vendredi 29/03 il manquait une trentaine d'élus aux quelque 200 invités au déjeuner consacré aux Hauts-de-France, dont la plupart sont des figures régionales de l'opposition, comme Martine Aubry, Marine Le Pen ou François Ruffin.

Gilbert Collard, rare député du Rassemblement national, l'avoue sans honte, à l'Assemblée il s'emmerde. « *Les députés LREM sont nuls, mais nuls ! Il n'y a plus de vie, plus de débats, c'est le vide sidéral... Une assemblée de Tartufe pleine de faux-culs* », assène l'amateur de Molière. Il songe à porter le combat au Parlement européen.

Dans une lettre adressée au ministre de l'Ecologie, François de Rugy, l'Etat du Luxembourg fait part de sa « *préoccupation* » quant aux choix politiques nucléaires de la France. En cause, la décision du gouvernement français de reporter à 2035 l'objectif de réduction à 50% de la part du nucléaire dans le mix électrique français. De Rugy a confirmé la date.

Le gouvernement a annoncé qu'il « *étudie* » les moyens de dissoudre Génération identitaire, devenu ces dernières années l'un des groupes les plus visibles et influents de la mouvance droite nationale. Se réclamant de la « *lutte contre l'islamisation et l'immigration massive* », le mouvement assume en outre un registre racialement, qui le voit dénoncer la « *fracture ethnique* » et le « *métissage imposé* ».

Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, Patrick Strzoda, chef de cabinet de Macron et François-Xavier Lauch, directeur de cabinet sont convoqués comme témoins devant le Palais de justice de Paris le 10 avril, dans le cadre de l'affaire Benalla. Ils devront s'expliquer notamment sur la possession de cinq passeports par Benalla.

Elysée

Et que j'te commémore. Macron étudie la possibilité de venir en Limousin avant les commémorations du massacre d'Oradour-sur-Glane, qui revêtent à ses yeux une grande importance. La commémoration véritable tonneau des Danaïdes du pouvoir. Ca sert à quoi, mon bon Marcel dans un pays où les histoires personnelles l'emporte sur le collectif ?

Le président de la République, Emmanuel Macron, a souligné que la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le Golan, territoire occupé, était contraire au droit international et ne pouvait qu'alimenter les tensions régionales.

En visite en Bretagne pour son avant-dernière participation au Grand Débat, Macron déclare : « *le risque serait de dire que « la réponse au débat, c'est 66 millions de réponses et ne bougez pas, j'ai mon chéquier dans la poche (...) Il ne faut pas oublier que les solutions répondront à un sens du collectif et qu'il n'y aura pas de sortie positive si chacun ne prend pas sa part de responsabilité. »*

Macron, exaspéré, a fermement prévenu ses ministres : « *Sur la réforme des retraites, c'est moi qui trancherai. Arrêter de lancer des ballons d'essais sur ce dossier* ». Dans le viseur, Buzyn et son va-et-vient sur l'âge de la retraite. Darmanin, de son côté qualifie de "bonne idée" son recul.

Mohammed Adnène Trojette, conseiller référendaire à la Cour des comptes, secrétaire général adjoint de la Cour des comptes depuis novembre 2017, ancien directeur général de l'espace de coworking Liberté Living-lab, rejoint l'Elysée. Il devrait notamment suivre les questions liées à l'économie numérique, reprenant une partie des attributions de M. Cédric O devenu secrétaire d'Etat.

C'est à Cozzano, en Corse du Sud en Corse que s'est achevé le périple macronien dans le cadre du Grand ébat. Sur les quelque 360 maires invités, seuls 160 étaient présents. Les indépendantistes-nationalistes avaient appelé au boycott. Son tour de France aura coûté 12 M d'euros, dixit Sébastien Lecornu.

Gouvernement

Emmanuel Macron et Edouard Philippe ont procédé à un mini-remaniement. Nathalie Loiseau sera remplacée par Amélie de Montchalin qui se voit doté d'un simple secrétariat d'Etat aux Affaires européennes. Députée de l'Essonne, à 33 ans, c'est l'une des benjamines du gouvernement. Porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, 39 ans, ex-socialiste, avait en charge la communication à l'Elysée. Cédric O, 37 ans, devient secrétaire d'Etat au Numérique.

Le détail qui tue. En 2003, François Hollande, premier secrétaire du PS fait entrer à la direction du PS une vingtaine de « *camarades issus de l'immigration* ». Parmi eux, Sibeth Ndiaye. Elle déclare alors à *Marianne* (26 mai 2003) : « *Dans l'appareil, la communauté juive est protégée, la communauté arabe discriminée. Ce sang neuf peut rééquilibrer la donne.* » Dame Diaye a été naturalisée en 2016.

Dans un décret du 28 mars passé inaperçu, l'exécutif favorise l'engagement des fonctionnaires dans le privé. Le texte permet dorénavant à un fonctionnaire d'être mis en disponibilité pour « *convenances personnelles* » sur une période de cinq ans - contre trois initialement - et renouvelable dans la limite d'une durée maximale de dix ans.

Pour boucler son budget, le ministère des Transports réfléchit à plusieurs pistes, comme une nouvelle taxation sur les poids lourds. Elisabeth Borne, soulignait que « *cela peut aussi passer par la mise en place de péages sur certaines sections de routes nationales, sans pénaliser les déplacements de proximité, à l'image de ce qui a déjà été fait dans les Landes* ». Belle bagarre en perspective.

Institutions

Le conseil municipal de Grande-Synthe (Nord) a alloué à l'unanimité 1,2 million d'euros au Centre communal d'action sociale sur la période de mai à décembre pour mettre en place un "minimum social garanti", destiné aux foyers « *qui ne disposent pas de revenus suffisants pour atteindre le seuil de pauvreté* », soit 855 euros par unité de consommation, ce qui concerne 17,2 % d'habitants de Grande-Synthe, soit 3700 personnes, a annoncé le maire (EELV) Damien Carême.

Jean-Baptiste Gastinne (LR) a été élu samedi 30/3, lors d'un conseil municipal extraordinaire, maire du Havre en remplacement de M. Luc Lemonnier (LR), contraint à la démission après la diffusion de photos de lui nu par une femme qui se dit victime de ses avances.

Historien de formation, enseignant, Jean-Baptiste Gastinne est conseiller régional (LR) de Normandie depuis 2010, et vice-président dudit conseil, chargé des transports et des ports depuis 2016. Il était depuis 2017 premier adjoint au maire (LR) du Havre et assumait l'intérim des fonctions de maire de la ville depuis le 21 mars 2019.

Stéphanie Atger, 41 ans, fait son entrée au Palais-Bourbon comme députée de l'Essonne à la suite de la nomination d'Amélie de Montchalin. Elle était cadre dans la fonction publique territoriale, responsable d'un service administratif dans une ville de 25.000 habitants et assurait parallèlement la fonction d'écrivain public à Massy auprès de centres sociaux.

C'est Julien Boucher, 42 ans, qui va devenir le nouveau visage de l'asile en France en prenant la direction de l'Ofpra. Il était jusqu'à ce jour directeur des affaires juridiques au ministère de la Transition écologique. Ena, major de la promotion Copernic, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Bref, l'apparatchik parfait.

Des députés issus des huit groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale ont adressé un courrier au président (LREM) Richard Ferrand pour réclamer des « décisions rapide » afin de « *lutter contre les violences sexistes et sexuelles* » au Palais Bourbon. Bigre ! On savait pas l'endroit aussi dangereux pour les meufs !

Joseph Zimet, directeur général du GIP, la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, a été nommé préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement. Rappelons que l'homme n'est autre que le mari de l'ex-ministre Rama Yade. Ca respire le casse-croûte.

Le Conseil constitutionnel a censuré l'article phare de la proposition de loi anticasseurs qui donnait à l'autorité administrative le pouvoir d'interdire de manifestation toute personne présentant une « *menace d'une particulière gravité pour l'ordre public* ». Raison : cela laisse à l'administration une latitude excessive dans l'appréciation des motifs.

Divers

Le fils de Michel Barnier, Nicolas, assistant parlementaire du député de l'Aube, figurera en troisième position sur la liste pour les européennes du Mouvement réformateur (MR) du Premier ministre belge Charles Michel. La liste est conduite par le député Olivier Chastel.

France 2 s'est vue contrainte d'ajouter, par le tribunal administratif, les sieurs François Asselineau, Benoît Hamon et Florian Philippot, au grand raout médiatique qu'elle organise avec *L'Emission politique* du jeudi 4/4 en compagnie des guignols habituels.

Inutile de dire que Delphine Ernotte, patronne de France Télévisions, s'est élevée contre cette décision « *porte une atteinte grave à la liberté de la presse* ». Cela risque de créer un précédent et de peser dans la programmation des futures émissions politiques. On est dans le service public, cocotte. Et t'en fais quoi de cela liberté d'expression ?

Vendredi 29 mars, des militants du mouvement d'ultradroite Génération identitaire ont occupé de 7 h à 12 h le toit de la Caisse d'allocations familiales de Bobigny. De là ils ont déployé une gigantesque banderole sur laquelle était inscrit « *De l'argent pour les Français. Pas pour les étrangers !* », et scandé des slogans anti-immigration, avant d'être délogés par la police qui a arrêté 17 hommes et 2 femmes.

Pierre-Yves Bournazel qui n'a guère de chance à la mairie de Paris vu que les sondages ne lui accordent guère plus de 5 % des voix, espère, en son for intérieur, jouer les faiseurs de rois entre les deux tours. Sa candidature affaiblit la droite et ne renforce pas celle de la majorité. Même cas de figure avec Gaspard Gantzer. En revanche, de quoi négocier un casse-croûte.

Chargée d'aider le gouvernement à féminiser les nominations aux plus hauts postes de l'Etat, Florence Méaux, la déléguée aux cadres dirigeants, a confié un cycle de formation à un petit cabinet, Créalyde. Dont les méthodes sont pour le mois singulières puisqu'elles font appel à des « *rituels de femmes amérindiennes qui nous relient avec la Terre-Mère* ».

Ce n'est pas tout. Ce cabinet est aussi adepte de la théorie des « *4 rites toltèques* » créés par le chaman mexicain, Miguel Ruiz. Marion Balseinte, patronne de la boîte s'inspire également des théories des « *constellations familiales* ». Paraît que cette méthode cartonne aux Etats-Unis. Ça change de la promotion canapé et de la politique du porte-jarretelles.

Tambouille macro-machin

De Stéphane Séjourné, directeur de la campagne LREM aux européennes : « *Une partie de la classe politique joue avec la peur de la mondialisation, en demandant moins d'Europe et qu'on se recroqueville sur nos frontières nationales. Et il y a ceux qui, comme nous, pensent que, au contraire, on est plus forts à plusieurs dans une mondialisation.* »

Dans le cadre des élections européennes du 26 mai prochain, le député LREM du Val-d'Oise, Aurélien Taché souhaite organiser un meeting thématique consacré à la question migratoire. Grand bien lui fasse.

A cette occasion, des réfugiés interviendraient pour faire part de leur expérience, ainsi que des gardes-côtes. « *Le fait que l'Europe ne soit pas assez solidaire dans l'accueil des migrants a mené Salvini au pouvoir en Italie. Il faut aborder ces sujets avec nos réponses* », souligne Aurélien Taché, figure de l'aile gauche de la majorité.

La République en marche le sait : ce ne sont pas les élections européennes qui seront le plus difficile, mais bien les élections municipales, où le parti présidentiel manque cruellement d'ancrage dans les territoires. De discrètes tractations par téléphone sont en cours avec des maires LR et PS pour constituer des listes communes.

Au lendemain du lancement de la campagne de La REM pour les européennes par sa tête de liste Nathalie Loiseau, le délégué général de La République en Marche, Stanislas Guérini, a déclaré que « *demain, nous allons former au Parlement européen un groupe qui aura une chance de gouverner en Europe* ».

Sur la liste aux européennes de LREM ne figure aucun candidat issu de la « diversité » comme l'on dit, entendez par là maghrébin, jaune, noir et autres métis. Faux rétorque le patron de la commission d'investiture, « *nous avons un agriculteur, Jérémy Decerle, et même une handicapée (Charline Mathiaut, 27^{ème})* » Bon, d'accord.

Gilles Boyer, le conseiller d'Édouard Philippe à Matignon, est parvenu à se hisser à la 12^{ème} place de la liste LREM pour les européennes. Une gageure, au vu de la campagne de dénigrement orchestrée par Jean-Marie Girier au prétexte qu'il n'est pas dans l'ADN du parti.

Droite

Laurent Wauquiez a nommé deux coordinateurs pour faire le lien avec élus régionaux, Valérie Debord et Alain Joyandet, en lien avec Gil Avérous, président du comité des maires à LR. La demande est forte des élus locaux de voir leurs candidats aux européennes.

A l'image de Mélenchon, Marine Le Pen va faire également appel à ses sympathisants pour financer sa campagne des européennes. Elle s'insurge d'ailleurs contre les banques qui s'autorisent ainsi un « *droit de vie ou de mort sur les listes électorales* ».

Nicolas Sarkozy ne s'impliquera pas dans les municipales à Paris, ce qui ne l'empêche pas d'avoir dans le nez Pierre-Yves Bournazel, « *candidat hors parti* ». L'ex-chef de l'Etat lui reproche de ne pas l'avoir soutenu durant la primaire à droite. La rancune, le grand vice politique. Chirac en son temps avait flingué tous les balladuriens !

Jean-Marie Le Pen, 90 ans, a terminé l'écriture du tome II de ses mémoires, *Tribun du peuple*, qui sera publié le 15 septembre aux Editions Muller. Il revient sur le « *point de détail* », sans s'excuser. Ses avocats étudient l'ouvrage.

Plus dure sera la chute. Alors que 31% de l'électorat avait porté Sarko au pouvoir en 2007, ils ne sont plus que 27% en 2012. François Fillon plafonne à 20 %. LR ne réunit plus aujourd'hui que 13 ou 14% des voix selon les derniers sondages. Le noyau dur de LR est essentiellement composé des plus de 65 ans. Wauquiez n'a pas fini de ramer.

Gauche

Luc Carvounas, candidat malheureux à la tête du PS, et député PS du Val-de-Marne, n'approuve pas du tout le choix d'Olivier Faure de confier la tête de liste à Raphaël Glucksmann. Il exhorte les militants à ne pas ratifier ce choix. Mais il fera campagne.

Avec 8% d'intention de vote aux européennes, le parti de Jean-Luc Mélenchon est mal parti. Si, à en croire les instituts de sondage, l'abstention serait de 60%, la France insoumise obtiendrait moins de 1,5 million de voix. Loin des 7 millions de la présidentielle.

Par ces temps plus qu'incertain, les banques rechignent à accorder des prêts pour financer les élections des partis surtout quand les sondages sont mauvais. Alors Mélenchon a eu une idée, il a lancé une plateforme Finactions sur Internet

Quesako ? Les sympathisants peuvent faire un prêt au mouvement – montant minimum 400 € - ils seront remboursés sans intérêt en mars 2020 au plus tard. Et ben, ça marche, car il a déjà collecté plus de 700 000 € en quelques jours. Taux maximum autorisé dans ce genre d'opération : 2 M€.

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat organise des déjeuners avec des sénateurs PS autour de François Hollande dans ses bureaux parisiens de la rue de Rivoli. Et ce à la demande de l'ex-président.

A droite comme à gauche, on affûte les arguments pour délégitimer la candidature de Raphaël Glucksmann aux européennes. « *Comment ce philosophe autoproclamé peut-il prétendre incarner la gauche après avoir conseillé le président géorgien Saakachvili, ultralibéral patenté ?* » fulmine un ancien ministre socialiste.

De Bernard Poignant au sujet de Raphaël Glucksmann : « *Et maintenant, on a un intellectuel qui prétend que le PS n'a fait que des bêtises depuis trente ans. Cela n'encourage pas un socialiste comme moi à voter pour une liste comme ça !* »

Société

Désormais, il n'est plus nécessaire de demander l'autorisation aux régions pour créer son CFA (centre de formation d'apprentis). Les projets de CFA montés par des entreprises ou des réseaux d'entreprises se multiplient ans l'Hexagone, qui a déjà vu le nombre d'apprentis augmenter de 7,7 % l'année dernière.

Pôle emploi a publié une note qui confirme l'affirmation de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, selon laquelle un chômeur sur cinq perçoit, lors de l'ouverture de ses droits, une indemnisation supérieure à la moyenne de ses salaires antérieurs.

Médecine, dentaire, vétérinaire, orthophonie, beaux-arts, psychologie... Les étudiants français sont de plus en plus nombreux à investir les grandes écoles et les universités belges. Leur nombre a bondi de 228 % entre 2010 et 2015 dans la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le nouveau président de la Conférence des évêques est Eric de Moulins-Beaufort, 57 ans, archevêque de Reims depuis octobre 2018. Il fut pendant dix ans évêque auxiliaire de Paris et succède à Mgr Georges Pontier, archevêque de Marseille, âgé de 75 ans. C'est un héritier direct

du cardinal Vingt-Trois, dont il fut le secrétaire particulier, et du cardinal Lustiger, qui l'ordonna prêtre.

Faits divers

Déguisés en abeilles, des activistes ont vandalisé le siège de Bayer le 14 mars 2019 pour protester contre l'impact de certains produits du géant de la pharmacie et les biotechnologies agricoles sur l'environnement, des pesticides pour l'essentiel.

Une enquête a été ouverte après le décès de cinq résidents probablement dû à une intoxication alimentaire le week-end dernier dans un Ehpad près de Toulouse. Un drame de plus dans ces établissements qui vient s'ajouter à celui de la maltraitance. Cet Ehpad appartient au groupe Korian, premier opérateur privé dans ce secteur. Enquête à suivre.

Le groupe français de grande distribution Auchan a reconnu mardi avoir vendu des sacs type banane style militaire avec le dessin d'une svastika nazie, qu'elle a mis en vente « *par pure négligence* », selon sa porte-parole. Le fabricant de ces sacs est Polonais.

L'humoriste Blanche Gardin a refusé de se voir attribué l'ordre des Arts et lettres. Motif : « *Je suis flattée. Merci. Mais je ne pourrai accepter une récompense que sous un gouvernement qui tient ses promesses et qui met tout en œuvre pour sortir les personnes sans domicile de la rue* ».

Immigration / islam

Selon un sondage pour le think tank European Council on Foreign Relations (ECFR), le principal danger qui menacerait l'Europe se trouve être « l'islamisme radical » – identifié comme tel par 22 % du panel. Cette préoccupation, si elle n'est pas directement liée à la migration, risque d'inciter les formations islamophobes à poursuivre leur stratégie d'amalgame.

Dans l'ensemble, l'immigration demeure, à ce jour, citée par 23 % des personnes interrogées parmi « *les deux questions les plus importantes* » auxquelles seraient confrontés les pays de l'étude, légèrement devant le chômage, mentionné par 20 % des électeurs.

Selon le décompte réalisé vendredi 29/3 par France Terre d'asile (FTDA), entre 750 et 1 500 personnes dorment à la rue dans le nord de la capitale. Une fourchette large qui s'explique par le fait que l'association comptabilise les tentes sans savoir si celles-ci abritent une ou deux personnes.

A partir du 31 mars, on assiste à la fermeture des places hivernales qui hébergent majoritairement des personnes migrantes sans domicile fixe. En Ile-de-France, même si le gouvernement a annoncé la pérennisation de 2 200 places, cela représente 2 000 fermetures d'ici au mois de juin. Anne Hidalgo entend mettre la pression sur le gouvernement.

Le préfet souligne qu'« *une proportion non négligeable* » des personnes recensées sur la voie publique ont été déboutées de leur demande d'asile et doivent faire l'objet de « *procédures de reconduite* ». La plupart sont originaires du Soudan et d'Afghanistan. On attend quoi ?

Ecologie/ Sciences

La société russe qui construit les fusées Soyouz a annoncé élaborer une machine à laver pour les astronautes. Dans la Station spatiale internationale, ils sont obligés de garder leurs vêtements trois ou quatre jours avant de les renvoyer sur Terre. Près de 600 kg de linge voyagent ainsi chaque année.

Une Américaine de 61 ans, Cecile Eledge, a joué les mères porteuses pour mettre au monde l'enfant de son fils Matthew homo vivant en couple avec Elliot. L'enfant a pu voir le jour grâce à un embryon conçu avec les gamètes de Matthew et de Lea, la sœur de son conjoint. La future grand-mère était pourtant ménopausée depuis dix ans. Cette gestation pour autrui (GPA), procédure légale aux Etats-Unis mais interdite en France, a coûté au couple 40 000\$ (35 700 €).

Patrick Moore qui a présidé Greenpeace Canada et président durant sept ans de Greenpeace International vient de mettre les pieds dans le plat via une lettre ouverte. Le pseudo réchauffement climatique dû à l'homme est une escroquerie. Le changement climatique est un phénomène naturel. Et les scientifiques qui cautionnent ce bobard, c'est parce qu'ils reçoivent des subventions du gouvernement.

Qu'en est-il du CO2 ? Il bénéficie à la fois à l'environnement, à l'agriculture, aux forêts et au climat de la planète. Là encore intox. Mais surtout, Greenpeace est tombé aux mains de l'extrême gauche et n'a plus rien de scientifique. Cette « élite du dimanche » se déplace en jet privé, possède des manoirs climatisés 24/24h et se déplace en voitures avec chauffeur.

On a assisté ces derniers temps à une pénurie de certains médicaments. Or, il faut savoir que les grands laboratoires pharmaceutiques européens ont délocalisé en Chine et en Inde la fabrication des excipients, mais aussi de certaines molécules. Le contrôle qualité n'est pas toujours au rendez-vous.

La moindre rupture dans la chaîne d'approvisionnement entraîne des pénuries, avec tous les risques que cela comporte pour les patients. Il y a urgence pour les Européens à recouvrer une autonomie pour la production des médicaments. Comme pour la recherche de nouveaux produits.

Economie

Sœur Anne. Christine Lagarde, patronne du FMI a lancé un sévère avertissement à la zone euro, estimant qu'elle n'était pas encore assez prête pour affronter la prochaine crise économique et exhortant ses membres à renforcer son système bancaire.

Comment le monde patronal et politique va-t-il réagir à l'annonce de la somme allouée à Tom Enders (60 ans) le patron allemand d'Airbus qui quittera son poste le 10 avril prochain à l'issue d'une assemblée générale avec une enveloppe de 36,8 millions d'euros ? Ben, ils vont la fermer et les gilets jaunes vont continuer leur combat.

L'affaire Ghosn illustre à merveille les dérives du capitalisme. Renault a une nouvelle fois alerté la justice française après avoir découvert, par le biais d'un audit interne, des paiements suspects à un partenaire commercial de Renault-Nissan à Oman.

Entre 2011 et 2016, près de 10 millions d'euros ont été transférés à partir d'un compte géré par la présidence de Renault à Suhail Bahwan Automobiles, un partenaire de Renault et

Nissan à Oman, afin de couvrir des « *primes de performance* ». Ces fonds auraient ensuite été transférés à une société libanaise puis aux îles Vierges.

Du coup, Renault France, elle vient de lui sucrer sa retraite chapeau. Quelle rigolade ! Plus de 50 % des membres du Conseil d'administration, sont rigoureusement ceux qui, en 2016, avaient choisi d'ignorer le vote des actionnaires de Renault qui s'étaient prononcés contre la rémunération de Ghosn.

La part de l'industrie dans la richesse produite en France est passée de 20 % en 2000 à 12 % aujourd'hui. Sur la période, le pays a perdu près de 900 000 emplois industriels. Il s'agissait de postes salariés stables, mieux rémunérés que la moyenne et bien répartis sur le territoire, pour des personnes souvent peu qualifiées. Depuis vingt ans, la France perd davantage de parts de marché à l'exportation que les autres pays européens, pourtant soumis à la même concurrence des pays émergents.

Aujourd'hui encore, les impôts de production sont deux fois plus élevés en France que pour la moyenne de l'Union européenne. « *Ce sont 80 milliards d'euros par an, plus que l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés, alors que l'Allemagne en a seulement 10 milliards, insiste Philippe Varin, président de France Industrie. C'est l'angle mort de la fiscalité* ».

Les tarifs réglementés de l'électricité, gelés cet hiver, vont augmenter cet été, a confirmé le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. Cette hausse, qui concerne le tarif appliqué par EDF à 25 millions de foyers, pourrait être de 5,9 %.

Les Etats-Unis sont restés les premiers investisseurs internationaux en France l'an dernier (18 % du total), devant l'Allemagne (14 %). « *Il y a un petit découplage entre la politique de Trump qui vise à rapatrier les investissements, et le comportement des entreprises* », constate Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, organisme public chargé de l'internationalisation de l'économie tricolore.

La découverte par le syndicat CFE-CGC de la possible entrée du groupe sidérurgique chinois XinXing au capital de Saint-Gobain PAM (pour Pont-à-Mousson) fait des vagues à Bercy. Filiale à 100 % de Saint-Gobain, SG PAM est un spécialiste des canalisations en fonte ductile pour le transport de l'eau.

Il revendique environ 6 000 collaborateurs dans le monde dont 2 000 en France, en particulier dans le Grand Est. XinXing est depuis des années le concurrent numéro 1 du groupe français sur le secteur des canalisations, en particulier à l'export. Et c'est pour contrer XingXing que Saint-Gobain PAM s'était installé en Chine.

Culture / médias

Jérôme Fourquet, sondeur et politologue, vient de se voir attribuer le prix 2019 du Livre Politique décerné par l'Assemblée nationale pour son ouvrage *L'Archipel français* (Seuil). Il montre la France comme « *un corps où les éléments qui permettaient de faire une nation s'effacent les uns après les autres* », a déclaré l'avocat et écrivain François Sureau, président du jury.

L'historien Jean-Christian Petitfils, qui brigue le siège de Michel Déon à l'Académie française a effectué toute sa carrière comme banquier. Plus exactement comme fondé de pouvoir puis directeur d'Indosuez puis Crédit Agricole Indosuez, il devrait prendre sa retraite en 2024.

Particules, la société de production de David Pujadas, prépare un documentaire d'une heure consacré à Jean-Pierre Chevènement, ministre aux trois démissions fracassantes, dont les idées et les héritiers irriguent toujours la politique et la vie intellectuelle. On s'en tape.

Diane Gontier, fille aînée de l'ancien ministre Jérôme Cahuzac vient de publier *Parias* (Robert Laffont), un livre de témoignage sans concession sur sa famille, dévastée par l'un des plus grands scandales politico-financiers. Outre sa condition de paria, elle brosse le portrait d'un père emporté par ses ambitions politiques et d'une mère qui a cherché à préserver ses intérêts privés. On ne peut s'empêcher de songer à Michel Noir et sa famille en miettes.

Europe

Angleterre. Theresa May, le premier ministre britannique s'est résolu à chercher un terrain d'entente avec l'opposition en relâchant ses « lignes rouges » et en acceptant le maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière européenne au risque de faire exploser son gouvernement, voire le parti conservateur.

Elle entend demander le report de l'article 50, disposition du traité de Lisbonne qui limite à deux ans les négociations de sortie de l'Union européenne. Cela s'appelle mettre de l'eau dans son vin. A Bruxelles, on est dubitatif.

Danemark. Nouvelle mesure choc : point de nationalité danoise pour les enfants de djihadistes nés à l'étranger : telle est la décision prise le 28 mars par le gouvernement de Copenhague après un accord avec son allié, la formation populiste anti-immigration, le Parti du peuple danois.

Espagne. Quelque 5000 sympathisants du mouvement d'extrême droite Vox ont manifesté à Barcelone pour défendre le maintien de la Catalogne dans l'Espagne. La manif a vite dégénéré quand 300 indépendantistes radicaux ont également appelé à manifester « *contre le fascisme* ».

Entre 50.000 et 100.000 personnes ont manifesté dimanche 31/3 à Madrid pour protester contre le dépeuplement de l'intérieur de l'Espagne. Un mal qui attire l'attention des partis à moins d'un mois des élections législatives

Finlande. Le directeur de l'école de police a déclaré avoir besoin d'un plus grand nombre de policiers d'origine étrangère pour l'aider à entrer en contact avec une population de plus en plus diversifiée. Environ 200 000 habitants de la région de la capitale, Helsinki, parlent une langue maternelle autre que le finnois ou le suédois.

Serbie. Triste 20^{ème} anniversaire des bombardements de l'Otan contre la Serbie en 1999. Lors des raids de l'Alliance, 2500 civils ont été tués et 12 500 blessés ; 25 000 bâtiments, 470 kilomètres de routes, 44 ponts et 14 aéroports détruits ; 1 300 missiles de croisière ont été tirés et 37000 bombes larguées sur la Serbie.

Slovaquie. L'avocate libérale Zuzana Caputova va devenir la première femme chef de l'Etat slovaque. La militante anticorruption obtient 58,38 % des voix, selon les résultats portant sur 99,84 % des bureaux de vote. Son rival Maros Sefcovic, commissaire européen soutenu par le pouvoir actuel, est crédité de 41,61 % des voix.

La victoire de cette avocate âgée de 45 ans rompt avec le cliché d'une Europe centrale entièrement acquise aux populistes. Caputova défend l'IVG, les droits des homosexuels et une justice indépendante. Elle refuse de stigmatiser les migrants et milite pour une plus forte intégration européenne.

Ukraine. Le premier tour de la présidentielle en Ukraine dimanche opposait trente-neuf candidats dont trois favoris : le chef de l'Etat sortant Petro Porochenko, l'ex-Première ministre Ioulia Timochenko et le comédien Volodymyr Zelensky. D'après les premiers sondages ce dernier aurait remporté la mise avec 30,4 % des voix, face à Petro Porochenko (17,8 %).

International

Algérie. Bouteflika a démissionné suite à une sévère sommation du général Ahmed Gaït Salah. L'épisode, brutal, met en lumière le poids de l'armée, soucieuse d'apparaître comme une alliée de la rue et qui entend bien garder le contrôle du régime.

Fidèle de Bouteflika, Abdelkader Bensalah, 75 ans, 2^{ème} personnage de l'Etat, est désormais chargé par la Constitution d'assurer l'intérim à la tête de l'Etat durant une période maximale de 90 jours au terme de laquelle l'élection présidentielle sera organisée.

Egypte. Avec 98,4 millions d'habitants, ce pays est le plus peuplé du monde arabe derrière le Nigéria et l'Ethiopie. Et aussi le plus prolifique en matière de naissance. Chaque année la population s'accroît de 2 millions d'habitants et le pays ploie sous le poids de sa surpopulation. Le gouvernement vient de lancer un projet pilote pour limiter les naissances dans dix gouvernorats.

Ethiopie. Abiy Ahmed, au pouvoir depuis un an ne parvient pas à endiguer les affrontements ethniques dans ce pays de 107,5 millions d'habitants. L'un des plus peuplés d'Afrique. Ici, c'est entre les Amhara et les Kimant. Ailleurs, les noms d'ethnies changent mais les histoires se ressemblent. Propriétés brûlées, violences, meurtres...

L'armée a certes été déployée dans plusieurs régions, mais l'Etat ne semble plus capable d'empêcher la justice populaire, à l'origine de plusieurs lynchages, et de résoudre les conflits, confiant les tentatives de médiation à des groupes d'anciens ou à des chefs religieux qui ne bénéficient pas d'une grande légitimité auprès des jeunes sans emploi souvent impliqués dans ces violences.

Japon. Le nom de l'ère impériale qui accompagnera le règne de l'empereur Naruhito après l'abdication dans un mois de son père Akihito se prononce «Reiwa», dont les deux idéogrammes peuvent signifier «agréable» ou «ordre» et «harmonie» ou «paix».

Depuis 2010, l'archipel japonais perd en moyenne 200 000 habitants par an. Selon les projections de l'Institut national de la population et de la recherche sur la sécurité sociale au Japon, le pays pourrait ainsi compter 87 millions d'habitants en 2060, contre 127 millions aujourd'hui. Le pays est ainsi le seul au monde où les ventes de couches pour adultes dépassent celles pour bébés.

Etats-Unis. Les habitants de Chicago auront désormais une femme noire et ouvertement homosexuelle comme maire. Lori Lightfoot, 56 ans, ancien procureur fédéral, l'a largement emporté avec 74 % des voix, après une campagne axée contre les inégalités sociales et raciales dans une ville où elles sont prégnantes.

Chicago est une ville singulière composée d'un tiers de Blancs, un tiers de Noirs et un tiers d'Hispaniques. Mais ce qui la caractérise surtout c'est la violence endémique entre gangs qui fait de Chicago l'une des villes les plus dangereuses au pays. Plus de 500 meurtres ont été comptabilisés en 2018.



La canaille mondaine

Michel Maffesoli, sociologue

De nos jours c'est cette intelligentsia déphasée qui — outre les chaînes TV en continu — se partage les débats de ces divers bulletins paroissiaux que sont les organes de presse « *mainstream* » : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*. Chaînes et journaux n'étant plus qualifiés de « référence » que dans les EPHAD et divers clubs du 4^e âge où l'on papote, entre soi, de l'avenir du monde. C'est dire !

Un avenir que les divers experts consultés par les politiques ont du mal à saisir, obnubilés qu'ils sont par ce que j'ai nommé « *a-priorisme* ». C'est-à-dire une *idéosophie* on ne peut plus crédule, croyant, car c'est bien de croyance qu'il s'agit, que le réel doit se plier à ces a-priori théoriques que, telles des incantations d'un autre âge, on serine ad nauseam : *valeurs républicaines*, *démocratie*, *citoyenneté*, *laïcité* et autres fariboles du même acabit, n'intéressant plus personne, sinon les divers privilégiés se partageant les pouvoirs institutionnels d'une technocratie en déshérence.

En la matière d'incompréhension, le summum est atteint par la Caste des journalistes. On se souvient de la formule assassine que Nietzsche prononçait en 1882 : « *Encore un siècle de journalisme et les mots pueront* ». Prophétie on ne peut plus d'actualité.

Source : site Nice Provence info

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Le libéralisme suite avec Alain de Benoist](#)

[François Bousquet sur le Grand débat... quel débat ?](#)

[Parisiens, c'est pour vous](#)

[Eric Zemmour était à Budapest avec le groupe Visegrad](#)

[vous avez dit Christchurch ?](#)

[Gilets jaunes acte XX](#)

[Xavier Raufer sur les Roms](#)

[Michel Maffesoli sur les gilets jaunes](#)

[légitime défense... en Italie](#)

[il y aura un avant et un après les gilets jaunes par Alain de Benoist](#)

Journées de lecture

***L'Europe fantôme*, par Régis Debray, Gallimard, collection Tracts, 48 p., 3,90 €**

Je ne sais plus qui disait que la question était plus intéressante que la réponse. C'est souvent le cas avec Régis Debray qui questionne beaucoup notre modernité, entendez par là toutes les grandes questions qui animent notre quotidien comme les médias, la religion, les frontières etc., et dans cet ouvrage, l'Europe à une encablure des élections européennes. Le débat est en général fort triste de la part de nos politiques qui ne savent trop par quel bout prendre cet ovni. Les européens se gargarisent avec le mot Europe...Europe...Europe... mais en fait que contient-il ? En l'état actuel, cela se résume à l'euro et une administration kafkaïenne qui impose des lois qui vont bien souvent à l'encontre de l'intérêt des uns et des autres. Or, à l'heure de la mondialisation – en fait du libéralisme triomphant – on voit émerger des revendications identitaires dans tous les pays européens. Comme à son habitude, Debray expose le problème mais ne tranche pas. Sauf que la question mérite réellement d'être posé.

Ci-dessous, l'entretien qu'il a accordé au Figaro.

ENTRETIEN

RÉGIS DEBRAY

Bien que son nouvel essai, « L'Europe fantôme », paraisse à la veille des européennes dans la collection « Tracts » chez Gallimard, ces élections ne seront, pour Régis Debray, qu'une péripétie, « un sondage d'opinion grandeur nature, qui m'intéresse que les politiciens et les médias ». Ce qui passionne l'écrivain, en revanche, c'est le temps long et la métaphysique. En quarante-huit pages brillantes, foisonnantes et d'une profondeur historique remarquable, le styliste peint l'utopie européenne et ses sous-bassements spirituels. Le projet européen est, selon lui, davantage une religion qu'une entreprise politique. C'est pourquoi, malgré l'échec politique de l'Union européenne, nos dirigeants continuent d'y croire. Comme hantés par l'Europe fantôme.

« À force de vouloir accueillir toutes les identités, l'Europe n'a plus d'identité »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCIO
et **ÉTIENNE CAMPION**

LE FIGARO. - Votre livre, *L'Europe fantôme*, paraît sous la collection « Tracts », à trois mois des élections européennes. Est-ce un hasard ?
Régis DEBRAY. - Non, mais l'actualité n'est qu'une accroche, Antoine Gallimard et Alban Cerisier ont repris le titre d'une collection des années 1930, qui a publié Gide, Thomas Mann, Giono et d'autres. L'idée est de demander à des écrivains des textes brefs, sans jargon et sans injures, sur le moment historique. Aussi n'est-ce pas l'élection européenne, avec ses énièmes vœux pieux, qui m'a intéressé, mais les sous-bassements spirituels d'une utopie politique. N'oublions pas que son drapeau bleu ciel procède de l'Apocalypse de saint Jean. Les douze étoiles sont celles de Notre-Dame.

Que signifie ce titre, *L'Europe fantôme* ?
C'est un clin d'œil à *L'Afrique fantôme* de Michel Leiris où il dit sa déception d'Occidental qui espérait avec le raid Dakar - Djibouti, en 1932, devenir un autre homme au contact d'une autre civilisation, et qui finit par « refuser la plénitude d'existence à cette Afrique en laquelle j'avais trouvé beaucoup mais non la délivrance ». Nous aussi, nous attendions d'être délivrés de notre lourd passé, de nos égoïsmes, de nos passions meurtrières, par une Europe sereinement unie, et voilà qu'ils reviennent en force, ces égoïsmes et que cette construction idéale s'avère en fait fuyante, errante et sans corps. Une non-personne. Cela n'a pas que des inconvénients. Un être flottant et flou peut continuer de hanter les esprits, comme un revenant. Et de fait, de loin en loin vient la relance, le plan miracle, l'annonce de renaissance, pour ranimer la flamme et les cœurs. Le rythme est décennal.

Vous comparez le projet européen à un messianisme, à une religion. En quoi l'est-il ?
Par bien des côtés, l'europhisme est l'opium de nos élites, à la fois expression de leur détresse politique et protestation contre cette détresse. Je pas-

tiche la formule marxienne, mais à côté du communisme et du nationalisme, le supplément d'âme du techno fait une religion séculière très faible, qui ne mobilise aucun affect, ne se souvient d'aucun passé et ne définit aucun avenir. « *En nationalité, c'est tout comme en géologie, la chaleur est en bas* », disait Michélet. Pour l'Union européenne, la chaleur est en haut et ne descend pas. C'est une locomotive sans wagons, constate justement Védérine. Le pékin s'en fout, et les élections européennes, c'est en réalité un sondage d'opinion grandeur nature, à usage domestique, et qui m'intéresse que les professionnels, politiciens et médias. Cela dit, il y a eu au départ, au lendemain de la guerre, une ferveur, un élan, grâce à la convergence de deux messianismes, le chrétien et le progressiste - une jonction miraculeuse entre l'empire de la Grâce, pour un retour de chrétienté, et l'empire de la Raison, comme vide unificateur et pacificateur. Jacques Delors a servi de pont entre ces deux versants, d'où le consensus sur son nom. Malheureusement, les deux piliers du Temple, le démocrate-chrétien et le social-démocrate, se sont effondrés, et ne reste plus qu'un néo-libéralisme sec et cru. Pas très motivant. Mais enfin, religion vient du latin *religare*, relier, rassembler. Cela met du commun sur les hauteurs, comme en témoigne la dernière conversation du président avec ses conseillers et les intellectuels de son bord. La foi a disparu mais l'entre-soi demeure. C'est un narcissisme

Comparez un billet de 10 dollars, qui articule une métaphysique sur une histoire concrète et une géographie précise, avec un billet de 10 euros, billet de Monopoly sans devise, sans visage et sans lieu, et vous comprendrez tout

à plusieurs. Humiliant pour le troupeau des grands esprits alignés par l'Élysée, mais valorisant pour le maître d'œuvre.

Si c'est une religion, le nombre de ses fidèles apparaît aujourd'hui en déclin ?
Le petit nombre de fidèles, et la mollesse des adhésions de plus en plus perplexes, me semble avoir plusieurs causes. Le monde a changé depuis le traité de Rome, en 1957. Il s'est globalisé dans sa dimension et renationalisé dans sa composition - ceci expliquant cela. Que la mondialisation techno-économique débouche sur une balkanisation culturelle et politique, avec une fragmentation croissante des ensembles organisés, c'est une évidence. J'en parle en me répétant depuis quarante ans, et cela finit par s'imposer à la vue de tout le monde. Ensuite, nous ne sommes plus à l'âge des blocs politico-militaires, et il n'en existe plus, à part l'Otan. Il y avait alors un ennemi, un rideau de fer, un créneau à tenir. Face à Staline, faire bloc se justifiait. Aujourd'hui l'Union européenne est un anachronisme : trop petite pour les défis mondiaux, économique, écologique et autres, et trop grande, à 27, pour une quelconque cohérence. C'est devenu un carcan, non un tremplin.

L'Europe actuelle est-elle allemande ou américaine ?
Les deux ne sont pas incompatibles. L'Europe des fondateurs a commencé par être américaine dans son inspiration et son financement plus ou moins secret, et elle est devenue à prépondérance allemande, après l'éclatement, qui a déplacé à l'est le centre de gravité. Il est normal qu'une Europe fondée sur la primauté de l'*homo oeconomicus* soit dominée par la première économie du continent. L'*homo oeconomicus* américain

s'adosse à une croyance en Dieu, in God we trust. Et chez nous, il se veut autosuffisant. Comparez un billet de 10 dollars, qui articule une métaphysique sur une histoire concrète et une géographie précise, avec un billet de 10 euros, qui est un billet de Monopoly sans devise, sans visage et sans lieu, et vous comprendrez tout. Pas une silhouette sous ces arches en suspension entre ciel et terre, telles des apparitions fantomatiques. D'un côté, un peuple, donc une histoire. De l'autre, un agrégat, hors sol et hors histoire.

Souhaitons que la République des citoyens résiste au grand retour du féodal, à quoi aboutit, paradoxalement, le supra-national

Que pensez-vous de l'idée voulant que l'Europe aurait apporté la paix ?
Ce n'est pas l'Europe de Bruxelles qui a fait la paix, c'est la paix mondiale qui a fait cette Europe, quand la dissuasion nucléaire a gelé de part et d'autre les conflits dans chaque camp, chaque suzerain, États-Unis et URSS, n'ayant aucun intérêt à voir ses protégés se déchirer. Et ladite Europe a dû en appeler aux États-Unis pour ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie, qu'elle a été incapable de restaurer par elle-même. Elle ne peut ni faire la guerre ni faire la paix. C'est dommage.

Vous dites qu'en s'institutionnalisant, l'Europe s'est défilée... Votre question me rappelle une réponse de De Gaulle à Malraux dans *Les Chênes qu'on abat* : « L'Europe dont les nations se hâtaient avait plus de réalité qu'aujourd'hui. »
Il faut relire cet entretien de 1969, prémonitoire, comme tous les pronostics gaullois. « Sans doute assistons-nous, dit-il, à la fin de l'Europe. Bonne chance à cette fédération sans fédérateur. » C'est peut-être l'« anglobal » le grand et seul fédérateur. Le fameux mot apocryphe de Jean Monnet, « Si j'avais su j'aurais commencé par la culture », n'a pas de sens, puisque la culture, c'est d'abord la langue ! Si vous allez à Bruxelles, vous verrez que c'est devenu une ville anglophone, alors que Genève est restée francophone. À force de vouloir accueillir toutes les identités, l'Europe n'a plus d'identité. Notre grand lanceur d'alertes a fait dans ses derniers jours un avertissement que nos responsables dans leur fuite en avant auraient intérêt à méditer : « Je n'ai jamais cru bon de confier le destin d'un pays à ce qui s'évanouit. »

À demain de Gaulle ?
N'en faisons surtout pas un nationaliste. C'est lui qui a assuré et solennisé la réconciliation franco-allemande, avec Adenauer, et instauré l'Office franco-allemand de la jeunesse. Et il a sincèrement voulu une Europe européenne avec le traité de l'Élysée et le plan Fouché. Malheureusement, le Bundestag, conseillé par Jean Monnet, l'a envoyé sur les roses. D'où sa boutade : « Les traités, c'est comme les jeunes filles et les roses. *Cu dure ce que cu dure*. » Sortir du protectorat américain a semblé sacrilège à nos amis allemands. Espérons que cette peur ne durera pas toujours. On peut en douter.

Vous ne vous reconnaissez pas dans l'opposition entre nationalistes et progressistes théorisés par Emmanuel Macron ?
Pas du tout. Cette opposition a été théorisée, il n'y a pas si longtemps, par Drieu la Rochelle, éminent progressiste qui demandait à « l'Europe nouvelle » de transcender les vieux nationalismes mortifères. C'est pourquoi, disait-il, lui ainsi que nombre d'intellectuels et d'académiciens de cette époque, pour se libérer des chauvinismes étriques qui nous ont fait tant de mal, il fallait défendre tout ensemble la forteresse Europe contre les hordes bolcheviques,

ce dont se sont chargés en 1944 les Waffen SS de la division Charlemagne, avec ses 7 000 volontaires. On devrait rouvrir nos livres d'histoire, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Il n'y a pas que l'économie dans la vie. Cette opposition, Ariel contre Caliban, un imperium économique et juridique contre des cultures locales battues en brèche, l'Ouest contre l'Est, fait évidemment l'affaire des nationalistes. Pour résister aux empires, l'Europe centrale et balkanique n'a jamais pu se reposer sur un État, mais sur sa culture ancestrale, et la résistance passe toujours là-bas par la langue et la religion. Pourquoi raviver cette fâcheuse tradition ?

Allons-nous vers le retour des nations ou l'Europe des tribus ?
Vous posez la question clé. Il faut assurer un avenir à la nation civique, la nôtre, fondée sur le « est Français qui veut », et empêcher à tout prix que la nation ethnique, fondée sur la loi du sang, ne vienne la remplacer. C'est le grand danger. La tribu, contrairement à ce qu'on croit, est une forme d'organisation hélas de plus en plus moderne, et l'Europe, qui était censée fédérer, diminue et fragmente les États nations, accélère les séparatismes, voyez l'Espagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Padanie italienne. Souhaitons que la République des citoyens résiste au grand retour du féodal, à quoi aboutit, paradoxalement, le supra-national.

Comment se délitiera cet ensemble ?
Je n'en sais strictement rien. Il faut laisser du temps au temps. Il y aura des sursauts, des effets de traîne et sans doute une union douanière maintenue, et quelques jurisprudences. Mais les peuples risquent de se fatiguer de voir des juges non plus serviteurs de la loi, mais prescripteurs de normes, qui oublient que la loi républicaine est l'expression d'une volonté générale, délibérée par les représentants du peuple et appliquée en son nom. La judiciarisation à tous crins de la vie publique, c'est déjà la démission du politique.

Existe-t-il un peuple européen ?
Hélas non, même si on met la charrue avant les bœufs, en pensant qu'un Parlement peut engendrer un peuple. Un peuple, ce n'est pas seulement une communauté d'intérêts économiques mais une communauté imaginaire. Celle-ci suscite une *affectio societatis*, une solidarité affective, intime et instinctive. Un Calaisien est concerné par ce qui se passe à Marseille. Un Français n'est pas concerné par ce qui se passe en Pologne ou en Estonie. Il y a un cinéma américain mais il n'y a pas de cinéma européen, faute d'une langue commune et de vedettes qui parlent à tous les pays. « Les seuls acteurs que l'on a en commun en Europe sont américains », note Jean-Jacques Annaud. C'est un syntôme intéressant, quoique un peu triste.

Êtes-vous euroseptique ?
Nullement. La question n'est pas de savoir si on est pour ou contre l'Europe mais de quelle Europe on parle. C'est comme si on vous demandait : êtes-vous pour ou contre la France ? Mais quelle France, celle de Michelet ou celle de Maurras ? De Jean Moulin ou de Le Pen ? Quelle Europe ? Il y en a plusieurs. Il y a l'Europe médiévale du catho nostalgique, l'Europe des Lumières, chère à Valéry, l'Europe carolingienne du temps de l'Occupation et l'Europe technocratique de la Commission. Pardonnez-moi, mais j'opte pour celle de Valéry. ■

RÉGIS DEBRAY L'EUROPE FANTÔME
« L'Europe fantôme »
Régis Debray
COLLECTION « TRACTS », GALLIMARD, 48 P., 3,90 €.



FABRIZIO CLARIFONDO